

LA BANQUE DE NOUVELLE-ÉCOSSE

CHARTRE

COMITÉ D'AUDIT ET DE SURVEILLANCE DES NORMES DE CONDUITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit et de surveillance des normes de conduite du conseil d'administration (le « comité ») a les attributions, obligations et responsabilités décrites ci-après. Il agit donc à titre de comité d'audit, de comité de surveillance des normes de conduite et de comité de protection des consommateurs.

AUDIT

A. Mandat

1. S'acquitte des fonctions prévues aux termes :
 - de la Loi sur les banques, des règlements y afférents et des lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF);
 - des autres exigences légales et réglementaires, notamment celles qui émanent de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, de la Bourse de Toronto, de la bourse de New York, de la Securities Exchange Commission et du Sarbanes-Oxley Act, 2002,lesquelles sont décrites en détail à la rubrique « Responsabilités » ci-après.
2. Fournit au conseil d'administration (le « conseil ») l'assistance nécessaire pour lui permettre d'assumer ses responsabilités de surveillance à l'égard :
 - de l'intégrité des états financiers consolidés de la Banque et des rapports trimestriels présentant les résultats;
 - du système de contrôle interne en ce qui a trait à la production de rapports financiers (les « mesures de contrôle interne »);
 - de la compétence, de l'impartialité et de la performance des auditeurs externes;
 - des services des affaires financières, de la conformité (y compris la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement des activités terroristes, le respect des sanctions) et de l'audit interne de la Banque.
3. S'acquitte d'autres tâches qui lui sont confiées de temps à autre par le conseil.
4. Agit à titre de comité d'audit pour toute institution financière à charte canadienne étant la propriété effective de la Banque, tel qu'il est déterminé par le conseil.

B. Pouvoirs

Le comité a le pouvoir :

- de mener ou d'autoriser une enquête portant sur toute question relevant de ses compétences;
- de retenir les services, selon les besoins et aux frais de la Banque, d'un conseiller juridique, d'un comptable ou de tout autre professionnel indépendant pour le conseiller ou lui apporter l'assistance appropriée dans la tenue d'une enquête;
- de tenir des rencontres avec les dirigeants de la Banque, les auditeurs externes ou autres conseillers lorsqu'il le juge à propos;
- d'établir le montant qu'il juge approprié pour la rémunération des conseillers indépendants;
- de communiquer directement avec les auditeurs internes et externes;
- de prendre connaissance des principaux documents échangés entre les auditeurs externes et la direction ayant trait aux résultats de l'audit et des vérifications périodiques;
- de convoquer une réunion du conseil afin de discuter de toute question préoccupant les membres du comité.

C. Responsabilités

Voici les responsabilités du comité :

Renseignements financiers

- examine les états financiers consolidés annuels et trimestriels de la Banque avant qu'ils ne soient approuvés par le conseil d'administration et rendus publics, et s'assure que ces documents présentent fidèlement la situation financière, les résultats et les flux de trésorerie de la Banque;
 - cet examen doit inclure une rencontre avec la direction et les auditeurs externes afin de discuter des éléments importants concernant les résultats financiers, de même que les principes, les méthodes comptables et les évaluations de la direction;
- vérifie si les pratiques comptables de la Banque sont prudentes et convenables;
- examine l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation annuels et trimestriels (rapport de gestion) avant qu'elle ne soit revue et approuvée par le conseil d'administration;
- examine les changements importants proposés à tout document en matière de normes comptables et de politiques ou de réglementation se rapportant aux états financiers consolidés de la Banque et les approuve;
- examine les déclarations sur les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), y compris les déclarations liées au climat, qui seront incluses dans les rapports financiers comme l'exigent les organismes de réglementation ou la loi;
- examine toute question d'ordre fiscal ayant une incidence importante sur les états financiers;

- s'assure que les procédures appropriées sont en place pour la vérification des documents destinés à informer le public relativement aux états financiers consolidés de la Banque, de même que les communiqués de presse annonçant les résultats trimestriels et toute autre information financière tirée des états financiers de la Banque ou produite à partir de ces derniers, en plus d'évaluer, de façon périodique, la pertinence de ces procédures;
- revoit les communiqués de presse traitant de questions financières importantes avant qu'ils soient rendus publics;
- revoit les communiqués de presse faisant état des bénéfices, d'information financière et des prévisions de bénéfices fournis aux analystes et aux agences d'évaluation du crédit avant qu'ils soient rendus publics;
- examine les placements et les opérations susceptibles d'avoir une incidence négative sur la situation de la Banque qui ont été portés à son attention par les auditeurs externes ou par tout autre représentant de la Banque;
- discute des risques financiers importants auxquels la Banque est exposée et des mesures mises en œuvre pour assurer la gestion de ces risques et la présentation d'information relative à ceux-ci;
- examine la notice annuelle et la notice Form 40-F et formule ses recommandations au conseil d'administration pour approbation;
- examine l'attestation du chef de la direction et du chef des affaires financières quant à l'intégrité des états financiers consolidés trimestriels et annuels de la Banque et surveille le processus d'attestation;

Mesures de contrôle interne

- exige que la direction de la Banque mette en place et maintienne des procédures de contrôle interne appropriées, y compris des mesures de contrôle et d'examen des fraudes, et évalue et approuve, et formule ses recommandations au conseil d'administration pour approbation, la Politique afférente aux mesures de contrôle interne de la Banque, qui fait partie intégrante du cadre de contrôle interne global;
- reçoit et examine les rapports de la direction et de l'audit interne sur l'élaboration et l'efficacité du cadre de contrôle interne et sur toute défaillance notable des mesures de contrôle. Sont inclus tous rapports faisant état de déficience et de faiblesses importantes dans l'élaboration ou l'application des mesures de contrôle interne qui pourraient vraisemblablement avoir une incidence négative sur la capacité de la Banque à recueillir, traiter, synthétiser et déclarer des renseignements financiers, ou de fraudes impliquant un membre de la direction ou tout autre employé qui pourrait avoir une incidence importante sur les mesures de contrôle interne de la Banque;
 - dans le cadre de cet examen, le comité doit discuter avec la direction afin d'établir si les faiblesses repérées en vue d'établir si elles sont systémiques ou généralisées;
- reçoit et examine les rapports des auditeurs externes sur les mesures de contrôle interne mises en place par la Banque en date de la fin de l'exercice précédent.

Affaires financières

- supervise les activités du service Affaires financières et veille à ce qu'elles soient exécutées de manière indépendante, notamment le comité :
 - examine et approuve la nomination et/ou la révocation du chef des affaires financières de la Banque;
 - chaque année, examine et approuve la description de poste du chef des affaires financières et la charte du service Affaires financières;
 - chaque année, examine et approuve la structure organisationnelle du service Affaires financières;
 - chaque année, examine et approuve les ressources allouées au service des Affaires financières, son budget et son énoncé de l'appétence au risque;
 - chaque année, évalue l'efficacité du chef des affaires financières et du service Affaires financières, et approuve l'évaluation annuelle du rendement du chef des affaires financières, en tenant compte de toute conclusion relative à la réglementation se rapportant au service Affaires financières;
- transmet au comité du capital humain et de la rémunération ses avis sur les questions suivantes :
 - résultats de l'évaluation de l'efficacité et de l'évaluation du rendement du chef des affaires financières;
 - facteurs à prendre en considération pour l'établissement de la rémunération totale à verser au chef des affaires financières;
 - planification de la relève pour le poste de chef des affaires financières;
- s'assure que le service Affaires financières dispose d'un accès sans limites aux membres du comité et d'une voie de communication directe avec ceux-ci;
- exige périodiquement des examens indépendants des activités du service Affaires financières, examine les résultats de ces examens et communique les résultats au conseil;
- s'assure que des mesures sont prises rapidement afin de corriger tout problème important en lien avec les activités du service Affaires financières et fait rapport au conseil sur la progression des mesures correctrices mises en œuvre;

Conformité

- approuve le Cadre sommaire du risque de conformité;
- exige que la direction établisse des processus et revoie et approuve la politique établie pour la réception, l'évaluation, le traitement et la résolution des plaintes adressées à la Banque au sujet de la comptabilité, des mesures de contrôle interne ou des questions relatives à l'audit, y compris les plaintes anonymes soumises par les employés dans le cadre de la Politique sur le signalement de la Banque Scotia, et exerce au besoin les responsabilités du comité en vertu de cette politique;
- reçoit les rapports de la direction sur la conformité de la Banque aux exigences légales et réglementaires et sur l'efficacité des politiques de conformité de la Banque, incluant les activités suivantes :

- examiner le rapport annuel et les autres rapports intermédiaires de la fonction Conformité globale;
- assurer le suivi auprès de la direction quant aux plans visant à remédier à toute faiblesse décelée dans les rapports et aux recommandations ou aux conclusions en matière de conformité, et discuter de l'existence possible d'autres faiblesses dans d'autres secteurs;
- rencontre, seul ou avec les autres membres du conseil, les représentants du BSIF pour discuter des résultats de l'examen annuel du BSIF;
- rencontre la direction de la Banque pour discuter de la réponse de la Banque aux recommandations et aux suggestions formulées par le BSIF à la suite de son examen;
- examine toute question soulevée par l'audit interne quant à la pertinence et à l'efficacité du Cadre sommaire d'appétence au risque de la Banque et à la gestion des risques importants;
- supervise les activités de la fonction Conformité globale et veille à ce qu'elles soient exécutées de manière indépendante, notamment il :
 - examine et approuve la nomination et/ou la révocation du chef, Conformité;
 - chaque année, examine et approuve le mandat du chef, Conformité et la charte de la fonction Conformité globale;
 - chaque année, examine et approuve la structure organisationnelle de la fonction Conformité globale;
 - chaque année, examine et approuve les ressources allouées à la fonction Conformité globale, son budget et son énoncé de l'appétence au risque;
 - chaque année, évalue l'efficacité du chef, Conformité et de la fonction Conformité globale, et approuve l'évaluation annuelle du rendement du chef, Conformité, en tenant compte de toute conclusion relative à la réglementation se rapportant à la fonction Conformité globale;
 - transmet au comité du capital humain et de la rémunération ses avis sur les questions suivantes :
 - résultats de l'évaluation de l'efficacité et de l'évaluation du rendement du chef, Conformité;
 - facteurs à prendre en considération pour l'établissement de la rémunération totale à verser au chef, Conformité;
 - planification de la relève pour le poste de chef, Conformité;
- en ce qui concerne le chef, Conformité, Opérateur de swaps de titres :
 - examine et approuve la nomination ou la révocation du chef, Conformité, Opérateur de swaps de titres;
 - examine les rapports annuels produits par le chef, Conformité, Opérateur de swaps de titres; et
 - examine et approuve la rémunération totale à verser au chef, Conformité, Opérateur de swaps de titres;
- s'assure que la fonction Conformité globale dispose d'un accès sans limites aux membres du comité et d'une voie de communication directe avec ceux-ci;
- exige périodiquement des examens indépendants des activités de la fonction Conformité globale, examine les résultats de ces examens et les communique au conseil;

- s'assure que des mesures sont prises rapidement afin de corriger tout problème important en lien avec les activités de la fonction Conformité globale et fait rapport au conseil sur la progression des mesures correctrices mises en œuvre;

Lutte contre le blanchiment d'argent (LCBA)

- supervise le programme de la Banque en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes et de conformité aux sanctions (collectivement, le « programme LCBA »);
- examine et approuve la politique de la Banque en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes et de conformité aux sanctions, ainsi que tout changement important à celle-ci;
- reçoit les rapports sur la conformité de la Banque aux exigences légales et réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment d'argent;
- examine toute question soulevée par l'audit interne quant à la pertinence et à l'efficacité du programme LCBA de la Banque et à la gestion des risques importants en lien avec ce programme;
- rencontre régulièrement le chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent, pour discuter de l'efficacité du programme LCBA;
- supervise le service de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement d'activités terroristes et de conformité aux sanctions (collectivement, le « service LCBA ») et assure son indépendance comme suit :
 - examine et approuve la nomination et/ou la révocation du chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent;
 - examine et approuve chaque année le mandat du chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent et la charte du service LCBA;
 - examine et approuve chaque année la structure organisationnelle du service LCBA;
 - examine et approuve chaque année les ressources et le budget du service LCBA;
 - évalue chaque année l'efficacité du chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent et l'efficacité du service LCBA, et approuve l'évaluation du rendement de ce dernier, en tenant compte de toute conclusion relative à la réglementation se rapportant au service LCBA;
 - transmet au chef, Conformité ainsi qu'au comité du capital humain et de la rémunération ses avis sur les questions suivantes :
 - résultats de l'évaluation de l'efficacité et de l'évaluation du rendement du chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent;
 - facteurs à prendre en considération pour l'établissement de la rémunération totale du chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent;
 - planification de la relève pour le poste de chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent;
- s'assure que le service LCBA dispose d'un accès sans limites aux membres du comité;
- voit à ce que des audits indépendants du service LCBA soient effectués périodiquement et examine les résultats de ces audits avant d'en faire rapport au conseil;

- s'assure que des mesures sont prises rapidement afin de corriger tout problème en lien avec les activités du service LCBA et fait rapport au conseil des mesures correctrices mises en œuvre.

Audit interne

- examine les rapports trimestriels et les autres rapports de l'auditeur en chef;
- examine toute question d'importance soulevée par des engagements autres que d'audit exécutés par le service d'audit interne;
- rencontre périodiquement l'auditeur en chef, en présence ou non de la direction, afin d'évaluer l'efficacité des contrôles internes, des processus de gouvernance et de gestion du risque (notamment en ce qui a trait au blanchiment d'argent) mis en place par la Banque;
- supervise les activités du service d'audit interne et veille à ce qu'elles soient exécutées de manière indépendante, notamment il :
 - examine et approuve la nomination et la révocation de l'auditeur en chef;
 - chaque année, examine et approuve le mandat de l'auditeur en chef et la charte du service d'audit interne;
 - chaque année, examine et approuve la structure organisationnelle du service d'audit interne;
 - chaque année, examine et approuve le plan d'audit annuel et la méthode globale d'évaluation des risques ainsi que le budget et les ressources alloués au service d'audit interne;
 - chaque année, évalue l'efficacité de l'auditeur en chef et du service d'audit interne, en tenant compte de l'objectivité et de l'indépendance de la fonction d'audit interne de la Banque, et approuve l'évaluation annuelle du rendement de l'auditeur en chef, en tenant compte de toute conclusion relative à la réglementation se rapportant au service d'audit interne;
 - transmet au comité du capital humain et de la rémunération ses avis sur les questions suivantes :
 - résultats de l'évaluation de l'efficacité et de l'évaluation du rendement de l'auditeur en chef;
 - facteurs à prendre en considération pour l'établissement de la rémunération totale à verser à l'auditeur en chef;
 - planification de la relève pour le poste d'auditeur en chef;
 - examine périodiquement les résultats du programme interne d'assurance qualité et d'amélioration;
 - exige périodiquement des examens indépendants des activités du service d'audit, examine les résultats de ces examens et les communique au conseil;
 - s'assure que des mesures sont prises rapidement afin de corriger tout problème important en lien avec les activités du service d'audit et fait rapport au conseil sur la progression des mesures correctrices mises en œuvre; et
 - fait des recommandations au conseil visant l'amélioration continue des activités du service d'audit interne;
- voit à ce que le service d'audit interne dispose d'un accès sans limites aux membres du comité et d'une voie de communication directe avec ceux-ci;

- voit à ce que le service d'audit interne dispose d'une voie de communication directe avec les membres du conseil d'administration;
- veille à ce que les recommandations du service d'audit interne soient prises en compte et que des mesures soient prises pour assurer leur mise en œuvre en accordant au service d'audit interne l'autorité nécessaire pour effectuer un suivi sur ses observations et ses recommandations; et
- examine et approuve la Politique sur la gestion du risque lié aux tiers du service d'audit interne.

Auditeurs externes

- supervise le travail des auditeurs externes, qui relèvent directement du comité d'audit;
- recommande au conseil la nomination des auditeurs externes, ou la révocation de leur mandat, sous réserve de l'approbation des actionnaires;
- examine et approuve le plan annuel d'audit externe et les lettres d'engagement et s'assure que le programme de vérification de la Banque est fondé sur les risques et couvre toutes les activités pertinentes d'un cycle mesurable;
- chaque année, examine l'avis des auditeurs externes sur les états financiers annuels, y compris les questions d'audit importantes et les questions d'audit critiques qui y sont abordées;
- examine et évalue les compétences, le rendement et l'indépendance des auditeurs externes, ce qui inclut l'examen et l'évaluation de l'associé en audit principal, en tenant compte des opinions exprimées par les membres de la direction et le personnel du service d'audit de la Banque, ainsi que de toute préoccupation soulevée par le BSIF ou d'autres intervenants au sujet de l'indépendance des auditeurs externes;
- dans le même esprit que son évaluation annuelle et son examen périodique rigoureux des auditeurs externes, le comité établit une politique qui énonce les critères encadrant l'attribution du contrat pour le rôle d'auditeur externe de la Banque;
 - dans le cadre de cette politique et de tout examen qu'il aura entrepris, le comité doit envisager périodiquement la possibilité de lancer un appel d'offres pour le mandat d'auditeur externe, étant donné que le titulaire actuel du mandat n'a pas changé depuis longtemps et que son ancienneté pourrait nuire au caractère objectif et indépendant attendu d'un auditeur externe;
- reçoit le rapport public annuel du Conseil canadien sur la reddition de comptes (CCRC), ainsi que tout avis que les auditeurs externes sont tenus de transmettre au comité, y compris ceux prescrits par le CCRC, le BSIF et le *Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB)*;
- examine les honoraires annuels consacrés aux missions d'audit pour les états financiers consolidés de la Banque et les mesures de contrôles internes pour les rapports financiers, et fait des recommandations au conseil;
 - dans le cadre de cet examen, le comité doit s'assurer que les honoraires consacrés aux missions d'audit sont cohérents avec l'ampleur des travaux réalisés et en tenant compte des risques relatifs à l'information financière;
- conformément aux politiques établies en matière d'approbation, examine les frais engagés par la Banque relativement aux missions d'audit et approuve au

préalable tout service autorisé autre que d'audit, y compris des services d'audit internes et externes ou tout autre service fiscal ou autre autorisé;

- délègue à un membre du comité le pouvoir d'approuver au préalable tout service autorisé autre que d'audit;
- examine les services d'audit externe approuvés au préalable par le délégué du comité;
- examine chaque année le total des honoraires versés aux auditeurs externes suivant les catégories requises;
- examine, au moins une fois l'an, les rapports des auditeurs externes faisant état :
 - des mesures de contrôle interne mises en œuvre;
 - des procédures internes pour assurer l'indépendance;
 - des questions importantes soulevées lors du plus récent examen des mesures de contrôle interne, d'un examen des pairs, ou de la firme, ou à la suite d'une enquête d'une autorité gouvernementale ou professionnelle, au cours des cinq exercices précédents, concernant un ou plusieurs audits indépendants de la Banque effectués par la firme et les mesures mises en place pour régler ces questions;
 - de la compétence et des ressources (ampleur et nature) de la firme;
 - de l'évaluation de l'indépendance et de l'objectivité des auditeurs externes par rapport à la direction de la Banque;
- examine le plan de rotation des associés responsables de l'audit externe et soumet ses recommandations au conseil d'administration;
- tient une rencontre avec les auditeurs externes et les membres de la direction pour discuter des états financiers consolidés trimestriels et annuels, et de l'information communiquée dans tout rapport de gestion de la Banque;
- examine avec les membres de la direction et les auditeurs externes toutes les questions qui doivent être portées à l'attention du comité en vertu des principes comptables généralement reconnus;
- examine avec les auditeurs externes les problèmes liés à l'audit ainsi que les réponses de la direction;
- discute avec les auditeurs externes, si le comité le juge nécessaire, des placements, transactions ou relevés du BSIF examinés par le comité;
- règle tout conflit entre les auditeurs externes et la direction;
- examine la politique relativement à l'embauche par la Banque d'employés ou d'associés ou d'anciens employés ou associés de la firme d'auditeurs externes actuelle ou d'anciennes firmes d'auditeurs, et l'approuve.

Autres fonctions

- passe en revue les rapports intermédiaires sur les questions litigieuses;
- examine les relevés et rapports comptables selon les recommandations du BSIF;
- passe en revue les documents d'information périodique tel que l'exigent les autorités de réglementation ou la loi;
- assure une voie de communication directe avec le service d'audit interne, les auditeurs externes et les membres du conseil;
- chaque année, examine la charte du comité et évalue son efficacité dans l'accomplissement de son mandat;

- prépare le rapport du comité qui sera inclus dans la circulaire de sollicitation de procurations de la Banque; et
- amorce et supervise des enquêtes spéciales s'il y a lieu.

SURVEILLANCE DES NORMES DE CONDUITE

D. Mandat

1. Assume les responsabilités découlant des politiques et procédures de la Banque pour s'assurer que les opérations avec des parties liées à la Banque respectent les dispositions de la partie XI de la Loi sur les banques et des règlements y afférents. Se reporter à la section « Responsabilités » ci-dessous pour une description détaillée.
2. Dans le cas où une société de portefeuille bancaire ou une société de portefeuille d'assurances à participation multiple détient un nombre important de titres dans une catégorie d'actions de la Banque :
 - établit des politiques à l'égard des opérations indiquées au paragraphe 495.1 (1) de la Loi sur les banques, y compris les opérations avec la société de portefeuille ou toute autre entité apparentée à la Banque dans laquelle la société de portefeuille a un intérêt substantiel;
 - examine certaines opérations de la Banque indiquées au paragraphe 495.3 (1) de la Loi sur les banques, y compris toute opération avec une société de portefeuille bancaire ou une société de portefeuille d'assurances à participation multiple ou toute autre partie apparentée dans laquelle la société de portefeuille a un intérêt substantiel.
3. Assume les responsabilités qui lui sont confiées afin de surveiller les procédures établies par le conseil pour détecter et régler les conflits d'intérêts, et restreindre l'utilisation de renseignements confidentiels, conformément à la Loi sur les banques. Se reporter à la section « **Responsabilités** » ci-dessous pour une description détaillée.
4. Fournit au conseil l'assistance nécessaire pour lui permettre d'assumer ses responsabilités relativement à :
 - l'établissement des normes d'éthique et de conduite; et
 - l'examen de la conduite, de la culture du risque et du risque d'inconduite.
5. S'acquitte de toutes les autres responsabilités prévues aux termes de la Loi sur les Banques ou tel qu'il est exigé par le BSIF, ou déterminé de temps à autre par le conseil.
6. Agit à titre de comité de surveillance des normes de conduite pour toute institution financière à charte canadienne étant la propriété effective de la Banque, tel qu'il est déterminé par le conseil.

E. Responsabilités

1. Approuve des critères d'évaluation pour déterminer si les opérations avec des parties liées à la Banque représentent une valeur nominale ou négligeable pour la Banque.
2. Approuve les conditions relatives aux deux types de prêts suivants :
 - prêts, autres que des prêts sur marge, consentis aux cadres dirigeants de la Banque et assortis de conditions plus favorables que celles offertes au public;
 - prêts consentis aux époux ou conjoints de fait des cadres dirigeants de la Banque contre la garantie d'une hypothèque sur la résidence principale de l'époux ou conjoint de fait et assortis de conditions plus favorables que celles offertes au public.
3. Approuve les pratiques de la Banque visant la prestation de services financiers, à l'exception de prêts ou de garanties, à ses cadres dirigeants, ou à leur époux ou conjoint de fait ou à leurs enfants de moins de dix-huit ans, à des conditions plus favorables que celles offertes au public pourvu qu'elle offre ces services à ses employés aux mêmes conditions.
4. Demande à la direction de la Banque de mettre en place des politiques et procédures qui permettront de vérifier si les opérations de la Banque avec ses parties apparentées sont conformes aux exigences de la partie XI de la Loi sur les banques et de revoir ces politiques et procédures et leur efficacité. Les politiques et procédures mises en place devraient, notamment, permettre à la direction de vérifier :
 - que toutes les opérations avec les parties apparentées ont été effectuées à des conditions au moins aussi favorables pour la Banque que les conditions du marché, exception faite des opérations décrites aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus;
 - que les prêts consentis aux cadres dirigeants à temps plein, exception faite des prêts sur marges et des prêts hypothécaires sur leur résidence principale, n'excèdent pas le montant le plus élevé entre deux fois leur salaire annuel et 100 000 \$;
 - que le total des prêts, des montants dus garantis par la Banque et de la valeur des placements effectués dans les titres d'une partie apparentée (sous réserve de certaines exceptions) n'excède pas deux pour cent du capital réglementaire de la Banque, sauf si l'approbation d'au moins les deux tiers des administrateurs ait été obtenue;
 - que le total des prêts, des montants dus garantis par la Banque et de la valeur des placements effectués dans les titres de toutes les parties apparentées (sous réserve de certaines exceptions) n'excède pas 50 % du capital réglementaire de la Banque.
5. Revoit les pratiques de la Banque afin de repérer toutes les opérations effectuées avec des parties apparentées qui sont susceptibles de porter atteinte à la solvabilité ou à la stabilité de la Banque.

6. Examine les mécanismes établis par la direction pour résoudre des conflits d'intérêts, notamment les mesures pour dépister les conflits potentiels et restreindre l'utilisation de renseignements confidentiels.
7. Examine et approuve le Cadre sommaire de gestion de la culture du risque et du risque d'inconduite.
8. Examine le Code d'éthique de la Banque Scotia portant sur les normes de conduite que doivent suivre les employés, les dirigeants et les administrateurs de la Banque et de ses filiales et s'il y a lieu, soumet à l'approbation du conseil les changements majeurs au Code d'éthique qu'il juge appropriés, ainsi que toute dérogation au Code d'éthique qu'il juge appropriée.
9. Examine les rapports produits par la fonction Conformité globale en ce qui a trait à la conformité au Code d'éthique de la Banque Scotia, à toute dérogation importante à celui-ci et aux mesures correctives apportées.
10. Passe en revue la lettre annuelle du vice-président à la direction et chef, Conformité confirmant que les administrateurs, les dirigeants et les employés ont rempli l'attestation de la conformité au Code d'éthique de la Banque Scotia.
11. Surveille l'exposition de la Banque aux risques importants liés à la conduite, à la culture du risque et à la corruption et aux pots-de-vin en examinant les pratiques de gestion du risque de la Banque, notamment en ce qui a trait à la détermination, à la mesure, à la surveillance et à l'évaluation de ces types de risque.
12. Examine les questions qui lui sont soumises dans le rapport du chef de la Conformité qui concernent la conduite, la culture du risque et l'éthique, y compris ce qui concerne le signalement, la corruption et les pots-de-vin.
13. Revoit avec la direction les résultats de son évaluation de la culture du risque de la Banque, du risque d'inconduite, et du risque de corruption et de pot-de-vin, ainsi que les plans qu'elle a préparés pour remédier aux lacunes cernées.
14. Surveille les processus établis par la Banque pour atténuer le risque d'inconduite.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS

F. Mandat

1. Assume les responsabilités qui lui sont confiées afin de surveiller les procédures établies par le conseil pour assurer le respect des dispositions de la Loi sur les banques concernant les consommateurs, dont la Partie XII.2 de la Loi sur les banques, les règlements y afférents, et toute directive de l'Agence de consommation en matière financière du Canada (ACFC). Se reporter à la section « Responsabilités » ci-dessous pour une description détaillée.
2. S'acquitte de toutes les autres responsabilités prévues aux termes de la Loi sur les Banques ou tel qu'il est exigé par le BSIF ou l'ACFC, ou déterminé de temps à autre par le conseil.

3. Agit à titre de comité de protection des consommateurs pour toute institution financière à charte canadienne étant la propriété effective de la Banque, tel qu'il est déterminé par le conseil.

G. Responsabilités

1. Demande à la direction de la Banque de mettre en place des mécanismes pour se conformer aux dispositions concernant les consommateurs, notamment la Partie XII.2 de la Loi sur les banques, les règlements y afférents et toute directive de l'ACFC.
2. Examine les mécanismes mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus pour vérifier s'ils sont adéquats et permettent à la Banque de se conformer aux dispositions concernant les consommateurs.
3. Demande à la direction de la Banque de lui faire rapport au moins une fois par année de la mise en place de ces mécanismes et de toute autre activité que réalise la Banque en lien avec la protection de ses clients.

FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

H. Production de rapports

Après chacune de ses réunions, le comité est tenu de faire rapport au conseil des questions étudiées et de ses recommandations en vue de la prochaine réunion du conseil normalement prévue. Le comité doit aussi faire rapport de toute question importante au comité d'évaluation des risques.

Le président du comité examine, pour en vérifier l'intégralité, le rapport du conseil destiné au BSIF qui fait état des activités du comité de surveillance des normes de conduite durant l'exercice. Ce rapport doit être présenté dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice financier de la Banque.

Le président du comité examine, pour en vérifier l'intégralité, le rapport du conseil destiné à l'ACFC qui fait état des activités du comité durant l'exercice sur les questions touchant la protection des consommateurs. Ce rapport doit être présenté dans les 90 jours suivant la fin de l'exercice financier de la Banque.

Une fois l'an, le comité doit vérifier et évaluer la pertinence de la présente Charte et transmettre ses résultats au comité de gouvernance du conseil d'administration.

I. Composition

Structure

Le comité doit être composé d'au moins trois administrateurs. Aucun des membres du comité ne peut siéger à plus de trois comités d'audit de conseils d'administration de sociétés ouvertes sans le consentement du Comité de gouvernance et du conseil.

Chaque membre doit posséder de bonnes connaissances en finances ou acquérir les connaissances nécessaires dans un délai raisonnable à la suite de sa nomination au comité. Au moins un des membres doit être un expert en finances. Suffisamment de personnes disposant d'autres compétences clés doivent siéger au comité, selon les règles du comité de gouvernance.

Indépendance

Le comité est composé exclusivement d'administrateurs indépendants conformément aux lois, règles et règlements applicables et aux Normes d'indépendance des administrateurs approuvées par le conseil.

Aucun membre du comité ne peut être membre de la haute direction ou employé de la Banque ou de ses filiales ou sociétés affiliées. Aucun membre ne peut être lié ou relié à la Banque.

Les honoraires reçus à titre d'administrateur constituent la seule rémunération versée par la Banque aux membres du comité.

Nomination des membres du comité

Les membres sont nommés ou reconduits dans leurs fonctions chaque année par le conseil d'administration, sur recommandation du comité de gouvernance. Les nominations prennent effet immédiatement après l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque. Les membres devraient rester en poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés ou jusqu'à ce qu'ils quittent leur poste d'administrateur de la Banque.

Poste vacant

Tout poste vacant peut être pourvu par le conseil pour le reste du mandat en cours des membres du comité, sous réserve des conditions énoncées aux sections « Structure » et « Indépendance » ci-dessus.

Nomination et qualifications du président du comité

Le conseil désigne, parmi les membres du comité, un président du comité qui dirigera les réunions. En l'absence du président, l'un ou l'autre des membres du comité sera désigné par le comité pour diriger la réunion.

Le président du comité doit posséder toutes les qualifications requises pour siéger au comité. Il doit en outre avoir une expertise en comptabilité ou en gestion financière.

J. Réunions

Convocation des réunions

Les réunions du comité peuvent être convoquées par le président, deux des autres membres du comité ou le vérificateur externe. Les membres peuvent participer aux réunions en personne ou par téléphone, ou encore par voie électronique ou tout autre moyen de communication.

Les résolutions écrites sont permises en remplacement d'une réunion, mais uniquement dans le cadre prévu par la Loi sur les banques.

Le comité doit se réunir devant caméra immédiatement avant et/ou après les assemblées ordinaires du conseil. Les membres du comité doivent aussi rencontrer séparément, devant la caméra, le chef des affaires financières, le chef, Conformité, l'auditeur en chef et les auditeurs externes à chaque réunion du comité. Le comité doit également rencontrer devant la caméra le chef de groupe, Lutte contre le blanchiment d'argent, s'il y a lieu. Le comité doit aussi rencontrer séparément, au moins une fois par trimestre, les membres de la direction. Le comité peut aussi rencontrer le chef, Gestion du risque, de temps à autre, à sa demande ou à la demande de la direction.

Dans le but de favoriser la communication entre les membres du comité et le comité d'évaluation des risques, le président du comité d'évaluation des risques doit recevoir un avis de convocation à toutes les réunions du comité et peut assister aux réunions du comité à titre d'observateur sans droit de vote.

Le comité peut inviter un administrateur, un haut dirigeant ou un employé ou toute autre personne à assister aux réunions dans le but d'aider le comité à prendre des décisions éclairées.

Avis de convocation

L'avis de convocation à la réunion du comité doit être envoyé par courrier affranchi, remis en main propre ou transmis par tout autre moyen de communication ou par téléphone à chaque membre du comité au moins 12 heures avant la réunion. L'avis est transmis à l'adresse ou au numéro du membre qui figure dans les dossiers du secrétaire général. Un membre du comité peut renoncer à l'avis de convocation d'une réunion du comité, et sa présence à la réunion constitue une renonciation à l'avis de convocation, sauf si un membre assiste à la réunion uniquement dans le but de s'opposer aux délibérations en faisant valoir que la réunion n'a pas été dûment convoquée.

Avis à l'auditeur interne et aux auditeurs externes

L'auditeur en chef de la Banque et les auditeurs externes reçoivent un avis de convocation pour chaque réunion du comité. Ils sont autorisés à assister, aux frais de la Banque, à toutes les réunions et à y prendre la parole pour discuter de toute question pertinente avec les membres indépendants du comité sans la présence de membres de la direction.

Fréquence

Le comité doit tenir au moins une réunion par trimestre.

Quorum

Le quorum exigé pour les réunions du comité est la majorité des membres, sous réserve d'un minimum de deux membres.

Délégation

Le comité peut déléguer l'examen de toute question relevant de son mandat à un sous-comité qu'il désigne.

Secrétaire et procès-verbaux

Le secrétaire général de la Banque, ou en son absence, le secrétaire général adjoint, agit à titre de secrétaire du comité.

Le secrétaire général tient les procès-verbaux des réunions du comité et les distribue aux membres du comité ainsi qu'aux membres du conseil sur demande.

Approuvée par le conseil d'administration le 24 juin 2024.